



LA MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS

ARRÊTE N° 403/PRM/DAJ/DA/MJC/2023

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1, et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,
Vu le Code Pénal, et notamment l'article R610-5,
Vu le Code de Procédure Pénale,
Vu le Code de la Route,
Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – Huitième partie – Signalisation Temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992,
Vu l'article L511 – 1 du code de la sécurité intérieure,
Vu la demande de l'Entreprise **Austral Télécom Services** reçue le deux mai deux mille vingt-trois,
Vu l'avis N° **201** / 2023 du cinq mai deux mille vingt-trois de la police municipale,
Vu l'avis N° **129** / 2023 du douze mai deux mille vingt-trois du Directeur de la régie route.

Considérant que pour éviter tout accident lors des travaux d'ouverture de chambre pour le raccordement à la fibre optique (sans fouille), il y a lieu de réglementer la **circulation**,

ARRÊTE

Art. 1. - La circulation se fait par alternat manuel sur les voies suivantes :

- **Rue du Professeur Henri Lapierre**, portion comprise entre le rond point rue de la Palissade et la rue Amiral Lacaze
- **Rue Léonus Bénard**, portion comprise entre le rond point chemin Cannes Tamarins et la rue Sophie Julien,
- **Rue Saint-Louis**, portion comprise entre la rue du Professeur Henri Lapierre et la rue Samuel Treuthard,
- **Rue de la Source**, sur toute sa longueur,
- **Rue des Bois de Couleurs**, sur toute sa longueur,
- **Rue des Bois de Prunes**, sur toute sa longueur,
- **Rue des Jolis Cœurs**, sur toute sa longueur,
- **Rue Julius Bassonville**, sur toute sa longueur,
- **Avenue des Palmiers**, sur toute sa longueur,
- **Chemin Jean Macé**, sur toute sa longueur,
- **Rue Emile Mariama**, sur toute sa longueur,
- **Rue des Bois de Couleurs**, sur toute sa longueur,
- **Chemin de la Tour**, sur toute sa longueur,
- **Rue Eugène Potier**, sur toute sa longueur,
- **Rue Amiral Bouvet**, sur toute sa longueur,
- **Cité les Cocos**, sur toute sa longueur.

Art. 2. - Les dispositions du présent arrêté sont effectives du lundi vingt-deux mai deux mille vingt-trois au vendredi vingt-trois juin deux mille vingt-trois de sept heures à dix-sept heures.

Art. 3. - La signalisation réglementaire est mise en place par l'Entreprise Austral Télécom Services.

Art. 4. - La réfection du domaine public routier est effectuée par l'Entreprise Austral Télécom Services après les travaux.

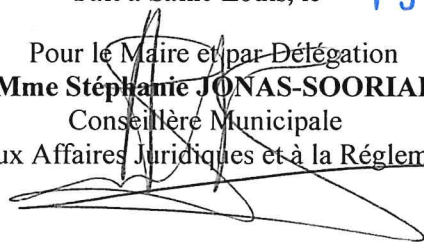
Art. 5. - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès verbal.

Art. 6. - Madame La Directrice Générale des Services de la Ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 7. - Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre Secours de Saint-Louis, à la Semittel, à la Société des Transports Mooland, à la CIVIS, à l'Entreprise Austral Télécom Services.

Fait à Saint-Louis, le **19 MAI 2023**

Pour le Maire et par Délégation
Mme Stéphanie JONAS-SOORIAH
Conseillère Municipale
Élue aux Affaires Juridiques et à la Réglementation



Copie à :

- ☐ Gendarmerie de Saint-Louis
- ☐ Police Municipale
- ☐ Centre de secours de Saint-Louis
- ☐ SEMITTEL
- ☐ Transports MOOLAND
- ☐ Régie route
- ☐ Entreprise ATS
- ☐ Service communication
- ☐ M. Alain PAYET
- ☐ M. Laurent ROBERT

LA MAIRE

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification
-- d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de re-
jet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion
-- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion qui peut être assorti d'un recours en référé prévu par l'article L521-2 du code de justice administrative